

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 273 – VENDREDI 4 DÉCEMBRE 2015

## PÂQUERETTE INFLAMMABLE

Transport de produits inflammables  
interdit en Île-de-France?  
Va falloir vider les réservoirs des voitures.

## AGENDA MILITANT

→ 4-5-6 décembre

Paris Montreuil [Sommet Citoyen  
pour le Climat](#)

→ 5 décembre

Amiens [La laïcité, outil d'émancipation  
ou de discrimination ?](#)  
Paris [Contre le chômage et la précarité](#)

→ 7 décembre

Paris [Zone d'action pour le climat](#)  
Champagne-Ardennes [Faire sa vie quand  
on est jeune ?](#)

→ 8 décembre

Paris [Recherche, Enseignement supérieur :  
un budget en peau de chagrin](#)

→ 12 décembre

Paris [Journée d'action Climat](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ **Face à l'austérité**  
[Un projet de loi toxique](#)

→ **Libertés**  
[Libertés contre état d'urgence](#)

→ **Egalité**  
[P.H.A.R.E. pour l'Égalité,  
une sociologie d'intervention](#)

→ **Mondialité**  
[Une logique de guerre](#), Jacques Fath

## Une urgence qui dure

L'état d'urgence était à peine déclaré qu'il était déjà question de le prolonger pour trois mois. Et à peine le vote des parlementaires était-il acquis que Manuel Valls et Bernard Cazeneuve parlaient de nous en remettre pour un bail, bien au-delà du trimestre prévu. C'est une constante dans ce genre de situation. Et c'est bien pourquoi ni le droit ni la démocratie n'aiment ces lois d'exception qui ont tôt fait de n'être plus exceptionnelles. En 1961, l'état d'urgence proclamé pour quelques semaines en raison des attentats de l'OAS a duré deux ans... La logique est implacable. Il est si confortable pour un gouvernement, quel qu'il soit, de museler la contestation, et d'interdire toute manifestation, au nom de la "sécurité" ! Le problème avec l'état d'urgence, c'est qu'il n'y a jamais vraiment de raison pour qu'il s'arrête. Qui pourrait imaginer que, dans trois mois, la menace terroriste aura disparu ? Le gouvernement pourra toujours arguer qu'il ne peut pas prendre le risque d'un attentat. Mais il y a plus. Ce n'est pas seulement affaire d'interdits. L'état d'urgence, c'est un climat politique qui est entretenu. Ce sont des militants que l'on cherche à intimider, que l'on condamne s'ils s'avisent de braver la loi, ou que l'on assigne à résidence pour un vague soupçon. On légifère d'abord au prétexte de Daech et on finit par frapper au portefeuille une jeune écologiste qui n'a pas voulu donner ses empreintes.

Et puis, il y a ces mots, "la guerre", le "terrorisme", qui hantent les discours. Pas besoin de grands communicants à l'Élysée pour comprendre que cette situation anxiogène est profitable au pouvoir en place. Et voilà François Hollande, le grand maudit des sondages, l'homme de "l'inversion de la courbe du chômage", l'"ennemi de la finance", ce paria que les candidats du PS n'osaient même plus fréquenter, le voilà soudain propulsé à des sommets de popularité. Comme si rien ne s'était passé depuis trois ans et demi. Comme si toutes les promesses n'avaient pas été bafouées. C'est un peu l'ardoise magique qui efface les chiffres du chômage ! Bien sûr, à y regarder de plus près, c'est la droite qui le porte aux nues, et il est peu probable que les électeurs de gauche soient dupes. Et il est moins probable encore que cette embellie soit durable. Ce qui sera durable en revanche, c'est une nouvelle droitisation de la société française qui fera les choux gras de la famille Le Pen.



● **Denis Sieffert**  
Directeur de *Politis*.

# Face à la terreur de Daesh, gouverner par la guerre et par la peur ?

**L'actuelle fuite en avant liberticide, sans remise en cause de la politique étrangère de la France, conduit tout droit à un affaïssement de l'État de droit et amplifie l'affaiblissement de la démocratie. Décryptage des enjeux de la période et premières analyses critiques.**

**A**u cours des derniers jours, **Gilles Kepel, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste de l'islam et du monde arabe, a mis en exergue les mutations du terrorisme islamique et les nouveaux enjeux sécuritaires et politiques qu'ils posent. Extraits :** « Ce que souhaite l'EI [l'État islamique], c'est déclencher la guerre civile. Une stratégie mise en place dès 2005, par Abou Moussab Al-Souri dans son fameux Appel à la résistance islamique mondiale : la multiplication des attentats aveugles va organiser des lynchages de musulmans, des attaques de mosquées, des agressions de femmes voilées et ainsi provoquer des guerres d'enclaves, qui mettront à feu et à sang l'Europe, perçue comme le ventre mou de l'Occident. C'est dans cette stratégie globale que s'inscrivent les attentats d'hier. (...) Mais ceux-ci visent de façon indiscriminée une jeunesse parmi laquelle doivent se trouver une partie de leurs coreligionnaires qu'ils veulent enrôler dans leurs rangs. Là réside peut-être la faille stratégique. Car tout le problème du terrorisme, c'est de faire basculer les masses dans le soutien à son action. S'ils n'y parviennent pas, ils échouent politiquement, comme en Algérie en 1997, ou comme après

les attentats d'Al-Qaida, qui a épuisé son modèle d'action à force de ne pas trouver de débouchés politiques. Aujourd'hui, les attentats aveugles cherchent à provoquer des pogroms, mais ils visent aussi ceux-là mêmes qu'ils veulent mobiliser ».

Le texte complet est [ici](#).

Dans le même temps, Kepel estime que les attentats du 13 novembre vont se retourner contre l'État islamique. Extraits :

**« Le terrorisme aveugle est spectaculaire, tactiquement plus efficace, mais beaucoup moins stratégiquement et politiquement. »**

« (...) cette fois, à la différence des attentats de janvier dont les cibles étaient des "islamophobes", des "apostats" et des Juifs, ils tuent tout le monde. Ils ont visé des cafés bobos et branchés mais où se retrouvent aussi des enfants issus de l'immigration post-coloniale. La jihadosphère a abondamment applaudi mais il n'y aura pas de mouvement "Je ne suis

pas le Carillon" ou "Je ne suis pas le Bataclan", comme il a pu y avoir "Je ne suis pas Charlie". Cela va se retourner contre eux. Le terrorisme aveugle est spectaculaire, tactiquement plus efficace, mais beaucoup moins stratégiquement et politiquement. Le terrorisme a une économie politique, il doit embrayer sur des populations qu'il mobilise à ses côtés, sinon il s'effondre, le modèle s'épuise.

(...) Toute la question est maintenant de savoir s'il sera possible de construire une véritable coalition contre Daech. (...) S'il ne dispose plus de son territoire autonome, Daech sera considérablement affaibli, car le terrain et la puissance fantasmagique de celui-ci lui permettent de recruter aussi massivement. Attaquer et libérer ce territoire est difficile, mais pas impossible si les pays de la coalition en ont la volonté et œuvrent dans le même sens. S'il est écrasé sur le terrain, Daech perdra aussi une grande partie de son aura. Mais cela ne voudra pas dire la fin du jihadisme. »

Le texte intégral est [ici](#).

De son côté, **Pierre Rosanvallon, titulaire de la chaire d'histoire moderne et contemporaine du politique au Collège de France, a mis en** ●●●



2 décembre 2015. Manifestation devant le Tribunal de Bobigny, pour soutenir les salariés d'Air France.

●●● *exergue le paradoxe suivant : d'un côté le sentiment du vivre ensemble a été renforcé à la suite des attentats, de l'autre le repli sur soi est possible, et il convient de l'éviter en renforçant la vie démocratique. Extraits : « Paradoxalement, le sentiment du vivre-ensemble a été renforcé par ces terribles attentats, car le sentiment d'une épreuve commune produit du lien social. Quelques faits en témoignent, comme la présence de nombreuses personnes autour des lieux de mémoire que sont devenus les lieux des attentats. On peut même parler d'un mouvement de pèlerinage.*

**« Le vivre-ensemble est à recomposer par une lutte contre les phénomènes de stigmatisation, les phénomènes d'écartement économique, de mise à l'écart économique, de division entre les territoires. »**

(...) Le gouvernement est surtout soucieux dans l'urgence de protéger physiquement les citoyens. Nous le voyons à Paris comme à Bruxelles, d'ailleurs. Mais cette protection, qui est aujourd'hui liée à un état d'urgence, demande à être assortie d'un renforcement de la vie démocratique et des institutions

protectrices des libertés. Mais ensuite, bien sûr, le vivre-ensemble est à recomposer par une lutte contre les phénomènes de stigmatisation, les phénomènes d'écartement économique, de mise à l'écart économique, de division entre les territoires, et je crois que l'objectif numéro un de la politique aujourd'hui devrait être ce que l'on pourrait appeler la nécessité de "refaire nation". C'est donc autant une lutte contre les inégalités économiques et la séparation des territoires qu'un souci de faire en sorte que les Français se connaissent mieux les uns les autres. C'est décisif car j'ai le sentiment que l'un des obstacles à la vie commune, c'est le poids des préjugés et des stéréotypes qui faussent les regards et créent un fossé entre les individus et les communautés.

(...) Quand on voit les progrès fulgurants des populismes de l'extrême droite en Europe, on peut penser que nos démocraties sont aujourd'hui fragiles. Il faut donc être très vigilant sur ce point et veiller tout particulièrement à ce que des groupes de la société ne soient pas transformés en boucs émissaires des difficultés collectives. (...) Il me semble que l'état d'urgence se caractérise effectivement par une radicalisation du pouvoir exécutif. Mais c'est justement la raison pour laquelle ce pouvoir exécutif ne restera durablement dans un cadre démocratique que s'il y a une démocratisation de l'exercice du pouvoir. »

*Le texte intégral est [ici](#).*

**L'humoriste Patson, lui, a interpellé François Hollande, sur la situation des quartiers populaires et le rôle de l'éducation. Extraits : « (...) Monsieur le Président, je demande à être associé à un juste combat. Mais, Monsieur le Président, quel est ce combat ? (...) Monsieur le Président, ce n'est pas seulement en renforçant notre armée que vous vaincrez ce mal qui ronge nos quartiers. Monsieur le Président, ce n'est pas seulement en embauchant des policiers et en les armant que vous ouvrirez des perspectives à ceux qui n'en ont pas.**

**« C'est là le véritable combat : donnez à nos jeunes, aux forces vives de notre nation, des perspectives autrement plus enthousiasmantes que celles que leur ouvre l'État islamique.**

(...) Monsieur le Président, s'il vous plaît, débloquez aussi de l'argent pour l'éducation. Débloquez aussi de l'argent pour ouvrir des structures capables de soutenir des parents débordés par leurs enfants. Débloquez aussi de l'argent pour monter des projets dans lesquels les jeunes pourront s'investir. Il n'est en aucun cas question d'assistanat, mais de permettre aux jeunes de se mettre en valeur et d'être récompensés pour leurs efforts et leurs résultats. C'est là ●●●



Mobilisation du 29 mai 2015,  
place de la République à Paris.  
Malgré l'état d'urgence...

●●● le véritable combat : donnez à nos jeunes, aux forces vives de notre nation, des perspectives autrement plus enthousiasmantes que celles que leur ouvre l'État islamique. »

Le texte intégral est [ici](#).

Au-delà de l'identification des enjeux de la période, des analyses critiques se font jour. Celle de **Sophie Bessis, historienne et journaliste franco-tunisienne**, met l'accent sur la nécessaire remise en cause de la politique française vis-à-vis de l'Arabie Saoudite. Extraits : « L'Arabie saoudite a (...) massivement financé et soutenu les mouvements anti-soviétiques les plus radicaux en Afghanistan, à commencer par Oussama Ben Laden qui a, avec d'autres, mené le djihad antisoviétique, également soutenu et financé par les États-Unis.

Au total, l'Arabie saoudite a dépensé des dizaines de milliards de dollars dans l'ensemble du monde musulman pour construire des mosquées, former des imams, financer des écoles coraniques enseignant cette forme particulière d'islam. Avec cette force de frappe financière considérable, elle a pu faire progressivement de ce qui était une secte ultraminoritaire dans le monde musulman la forme dominante de l'islam sunnite aujourd'hui. Depuis 1979 au moins, l'Arabie saoudite est un des principaux bailleurs

de fonds des mouvements extrémistes sunnites, armés ou non.

(...) la France est devenue en 2015 le deuxième exportateur mondial d'armement grâce à ses ventes aux monarchies pétrolières. L'Arabie saoudite en 2015 a en outre financé l'achat par l'Égypte des 24 avions Rafale et des deux navires que Paris n'avait pas pu vendre à Moscou en raison de la guerre en Ukraine.

**« La France n'a pour l'instant aucune intention de revoir les relations privilégiées qu'elle entretient avec l'Arabie saoudite et le Qatar. »**

(...) la France n'a pour l'instant aucune intention de revoir les relations privilégiées qu'elle entretient avec l'Arabie saoudite et le Qatar. Ses diplomates et ses responsables s'évertuent à dégager ces deux pays dans l'expansion du djihadisme. Et la dépendance financière française vis-à-vis d'eux reste extrêmement importante. Sur ce chapitre, la faiblesse de la France est de brandir, quand elle est attaquée sur son sol, les valeurs universelles des droits humains, mais c'est d'avoir comme allié dans la région des

États qui en sont les plus grands violateurs dans le monde.

La France doit comprendre que son discours auprès des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient demeurera inaudible tant que sa diplomatie restera aussi éloignée de son discours. »

Le texte intégral est [ici](#).

Pour **Dominique de Villepin, ancien premier ministre**, « la guerre ne nous rend pas plus forts, elle nous rend vulnérables ». Extraits : « Quelle est, en effet, la stratégie de Daech ? Elle est double et il faut savoir la prendre au sérieux pour la combattre. Premièrement, les hommes de Daech cherchent à susciter la guerre civile en France et en Europe, à monter les populations contre les musulmans,

**« Notre force, c'est notre État de droit (...) méfions-nous de l'état d'urgence permanent et de la surenchère sécuritaire. »**

français, immigrés ou réfugiés. C'est ce qu'ils visaient en attaquant *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher. C'est ce qu'ils confirment par la violence aveugle et sauvage du 13 novembre. En nous ●●●

●●● lançant à corps perdu dans la restriction des libertés individuelles ou dans la suspicion généralisée envers l'islam à travers une laïcité de combat traquant barbes et voiles, nous leur donnerions le choix des armes.

Notre force, c'est notre État de droit et c'est la fidélité à nos principes, c'est l'équilibre et la mesure, en utilisant avec fermeté tous les moyens d'enquête et de poursuite de notre État, en mobilisant ses forces de sécurité et de défense. Qu'il faille des mesures exceptionnelles pour faire face à l'urgence, je le crois. Mais méfions-nous de l'état d'urgence

permanent et de la surenchère sécuritaire qui, je le crains, va dominer notre vie politique pour plusieurs années.

(...) Dans ce contexte, répondre à l'attaque par la guerre, c'est éteindre un incendie au lance-flammes. Après vingt ans d'échec des opérations de paix des Nations unies, après dix ans d'interventions militaires occidentales désastreuses, la clé, c'est d'inventer une nouvelle forme d'intervention de paix, articulant d'une façon inédite outils militaires et instruments diplomatiques, au service d'objectifs précis avec des moyens de coordination efficaces. Rien de tout cela

n'existe aujourd'hui. (...) Accepter la guerre, c'est accepter la fuite en avant. Il faut bien tirer les leçons de l'expérience.»

Le texte intégral est [ici](#).

Les craintes concernant les atteintes aux libertés et celle d'une régression antidémocratique sont de plus en plus nombreuses, et elles s'étaient de nombreux exemples (lire l'encadré p. 5). Ainsi, la présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Christine Lazerges, est particulièrement préoccupée. Extraits : « (...) à titre personnel, j'aurais préféré que l'état d'urgence soit

### Mettre l'état d'urgence sous surveillance

Depuis l'instauration de l'état d'urgence par le Président de la République et le vote parlementaire quasi unanime<sup>1</sup> en faveur de son prolongement pour trois mois, différents observatoires de l'état d'urgence ont été créés par des médias. On peut citer celui de Médiapart, [ici](#) ; celui du Monde, [ici](#) ; celui de la quadrature du Net, [ici](#) ; celui d'Huffingtonpost, [là](#).

À l'heure où ces lignes sont écrites, plus de 2 000 perquisitions ont été menées au nom de l'état d'urgence, donnant lieu à des centaines d'interpellations. Ces opérations ont concerné, ces derniers jours, de nombreux militants écologistes, libertaires et autres, afin de décourager leur venue à Paris à l'occasion de la COP 21. Parmi les interpellés, 200 l'ont été place de la République le dimanche 29 mai, lors d'une manifestation interdite. Moins d'une dizaine a fait l'objet d'une procédure pour violences. Bref, si quelques dizaines d'imbéciles ont nui à la mobilisation, qui visait à mettre la Conférence mondiale sous pression citoyenne, le gouvernement et la police ont voulu avoir la main lourde pour ceux qui entendent se mobiliser malgré l'état d'urgence. À suivre.



● Gilles Alfonsi

1. Quelques parlementaires seulement ont voté contre cette prolongation, ou se sont abstenus.

Lire ici le résultat du vote à l'Assemblée nationale : <http://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/%28legislature%29/14/%28num%29/1191>

Et le résultat du vote au Sénat : <http://www.senat.fr/scrutin-public/2015/scr2015-64.html>

**« J'aurais préféré que l'état d'urgence soit revoté, si besoin était, tous les mois au Parlement, et non prolongé d'entrée pour trois mois. C'est très long, trois mois. »**

revoté, si besoin était, tous les mois au Parlement, et non prolongé d'entrée pour trois mois. C'est très long, trois mois. Et il semble que les perquisitions administratives soient menées dans des conditions critiquables, à tel point que le ministre de l'Intérieur a lui-même rappelé les préfets à l'ordre... (...) Un sondage paru dans *le Figaro* quatre jours après les attaques montrait que 84 % des Français se disaient prêts à restreindre leurs libertés pour plus de sécurité... On n'a pas besoin de faire une enquête pour le savoir quelques jours après ; il y a un biais dans cette démarche. Mais je ●●●

●●● suis étonnée du peu de cas que les Français font de leurs libertés. On commence à voir des critiques, mais, d'une manière générale, ils sont prêts à perdre certaines de leurs libertés. Or, les droits de l'homme sont universels et indivisibles. On constate également, comme en janvier, une recrudescence des actes racistes, notamment antimusulmans... »

Le texte intégral est [ici](#).

Lire aussi : <http://www.cncdh.fr/fr/>

**Marc Trevidic, vice-président du TGI de Lille, ex-juge d'instruction au pôle antiterroriste de Paris, donne son analyse sur les attentats qui ont fait 129 morts vendredi à Paris. Extraits.**

**« Proclamer qu'on lutte contre l'islam radical tout en serrant la main au roi d'Arabie saoudite revient à dire que nous luttons contre le nazisme tout en invitant Hitler à notre table. »**

« Le gouvernement a déjà décrété l'état d'urgence. C'est une réponse forte qui permet, par exemple, d'effectuer des perquisitions 24 heures sur 24 sans mandat judiciaire. En allant au-delà, en construisant des centres de rétention à l'instar de ce qu'ont fait les États-Unis avec Guantanamo, le gouvernement risque

de sortir des principes républicains. Ce serait contraire à la Constitution française et à la Convention européenne des droits de l'homme. Il est impossible, en France, de s'engager sur cette voie. Ne tombons pas dans la sur-réaction qui consisterait à interner toutes les personnes susceptibles d'être radicalisées. Nous risquerions de précipiter un mouvement de bascule où des musulmans modérés, sous prétexte d'avoir le sentiment d'être persécutés, emprunteraient la voie d'une radicalisation certaine. C'est ce qu'ont cherché les islamistes d'Al Qaida par le passé, et l'OEI aujourd'hui.

(...) Beaucoup d'efforts ont été entrepris depuis ces deux dernières années avec, notamment, le vote de la loi sur le renseignement. Malheureusement, nous n'avons pas voulu mettre le renseignement au service du judiciaire. Le système n'a pas été conçu en ce sens. Nous faisons face à un goulet d'étranglement : quand près de 2 500 personnes travaillent au renseignement, en face, il n'y a que 150 personnes du côté judiciaire. Ce déséquilibre signifie, en clair, que les juges n'ont pas les moyens de traiter les renseignements qui leur sont transmis. (...) À mes yeux, ce ne sont pas les lois qui manquent, mais les moyens évoqués précédemment.

(...) Plus largement, la France n'est pas crédible dans ses relations avec l'Arabie saoudite. Nous savons très bien que ce pays du Golfe a versé le poison dans le verre par la diffusion du wahhabisme. Les attentats de Paris en sont l'un des résultats. Proclamer qu'on lutte contre l'islam radical tout en serrant la main au

roi d'Arabie saoudite revient à dire que nous luttons contre le nazisme tout en invitant Hitler à notre table. »

Le texte intégral est [ici](#).

*D'autres auteurs formulent une critique plus radicale. Il en est ainsi de l'universitaire Olivier Le Cour Grandmaison, sous l'intitulé "Après les attentats : la Réaction qui vient". Extraits. « En quarante-huit heures, le chef de l'Etat et le*

**« Jamais dans un passé récent des décisions aussi graves et aussi lourdes de conséquences pour les libertés n'auront été approuvées avec une telle célérité par les parlementaires de droite comme de gauche. »**

gouvernement ont adopté la rhétorique guerrière et sécuritaire de la droite et de l'extrême-droite, et repris à leur compte plusieurs de leurs propositions. Hier, ils les jugeaient inefficaces, attentatoires à des dispositions majeures et pour cela contraires à certains engagements internationaux de la France comme la Convention européenne des droits de l'homme. Aujourd'hui, ils en font la synthèse. Cette involution spectaculaire nous renseigne sur la solidité de ●●●

●●● leurs convictions et de leurs principes ; ils n'en ont aucun car ils sont prêts à tout pour restaurer leur popularité et conserver le pouvoir.

(...) Jamais dans un passé récent des décisions aussi graves et aussi lourdes de conséquences pour les libertés individuelles et collectives n'auront été approuvées avec une telle célérité par les parlementaires de droite comme de gauche désireux d'en finir au plus vite. Etrange précipitation qui révèle ceci : tous prétendent commander aux événements ; ils ne font que s'y soumettre car ils ont peur.

(...) Les réponses qui viennent d'être apportées par le gouvernement et les parlementaires aux massacres du 13 novembre 2015 disent la puissance de la réaction politique à l'œuvre et de la régression démocratique qui nous est imposée. (...) La réaction qui vient ? Sur le terrain sécuritaire, elle a déjà remporté une bataille majeure. L'hiver politique qui s'annonce risque d'être rigoureux et fort long ; il faut l'affronter sans attendre. »

Le texte intégral est [ici](#).

De son côté, **François Bonnet, journaliste à Médiapart** s'alarme : *le pouvoir est hors la loi et l'État hors de contrôle*. Extraits. « Deux semaines après les attentats du 13 novembre, la V<sup>e</sup> République a donc radicalement changé. La voici qui présente le visage hideux de la peur, de l'emballement guerrier et d'un pouvoir hors contrôle. Qu'il est donc loin, "l'esprit du 11 janvier, célébré

au lendemain de l'attentat contre *Charlie Hebdo* puis de la tuerie antisémite au magasin Hyper Casher de Vincennes !

Ce 11 janvier 2015, la société française se levait en masse, à l'occasion des plus grandes manifestations jamais survenues depuis l'après-guerre. (...) Les ambiguïtés, les dissonances, les contradictions de ces rassemblements furent relevées et débattues. Mais au moins la société était-elle là, en première ligne, dans sa force et sa diversité, mettant au défi l'ensemble de la classe politique d'élaborer des réponses radicalement nouvelles, qui ne répètent pas les erreurs tragiques du passé.

**« Ce pouvoir  
n'a rien appris, rien  
retenu des crises  
passées qui aujourd'hui  
encore nous poursuivent.  
Cette construction  
d'un régime d'exception  
ne réglera pas  
la question sécuritaire. »**

(...) Ce pouvoir, qui semble se résumer depuis le 13 novembre à trois hommes, François Hollande, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, n'a donc rien appris, rien retenu des crises passées qui aujourd'hui encore nous poursuivent. Le naufrage républicain de la guerre d'Algérie, le naufrage démocratique de l'après-11-Septembre : que faut-il donc

de plus pour que ce pouvoir comprenne qu'il précipite le pays dans une zone de risques où, à la crise politique, se surajouteraient des déflagrations sociales ?

(...) Au-delà de l'engagement du pays dans une guerre – choix jamais véritablement discuté et expliqué –, la réponse au terrorisme est donc la mise entre parenthèses de notre démocratie. Après l'État de droit, voici l'État hors la loi. (...) cet abandon de l'État de droit a été officialisé par la France auprès du Conseil de l'Europe. Dans une lettre à cette institution, le gouvernement annonce qu'il assume de s'affranchir de la Convention européenne des droits de l'homme.

(...) Cette construction dans l'urgence d'un régime d'exception ne réglera pas la question sécuritaire. Pas plus que ne l'ont réglée les dix lois visant à lutter contre le terrorisme adoptées depuis 2001. Nos libertés menacées par l'arbitraire de l'État, notre démocratie mise sous cloche, l'effacement des repères politiques dans un pays gangrené par l'extrême-droite... »

Le texte complet est [ici](#).

#### ● Cerises

Lire aussi :

- Les articles du *Monde diplomatique* de décembre 2015, dont tout particulièrement celui de Serge Halimi, "L'art de la guerre imbécile".
- L'appel du Franc-Moisin, [ici](#).

# Subversion de l'incompréhension

**F**aut-il prendre des positions en fonction de l'impression qu'elles seront comprises ou pas ? Seulement en fonction de savoir si elles sont justes ou pas, nécessaires ou pas ? Le dilemme se pose particulièrement en ces temps d'état d'urgence. Les députés du Front de gauche ont avancé le risque de "ne pas être compris" pour voter l'état d'urgence. De même, participer à la manif interdite du 29 novembre à République, après la chaîne humaine pour le climat, qui a donné lieu à des affrontements, à des centaines d'interpellations, n'était-ce pas prendre le risque de se couper du grand nombre ? de devenir inaudible ?

*A priori*, dans l'action politique on souhaite convaincre des gens de la justesse de ses opinions. Dans ce cas, il vaut mieux être compris d'eux. Évidemment, cela devient difficile si on pense ne pouvoir être compris qu'en disant ou faisant... le contraire de ce qu'on pense. On ne les convainc alors de rien du tout ou pire... du contraire de ce dont on voudrait les convaincre !

Peut-on essayer de sortir de ce non-sens ?

Ne pas être compris provoque chez les interlocuteurs au mieux l'indifférence, voir le rejet ou le mépris. Paradoxalement, c'est dans certains cas le signe qu'on est en train de les convaincre. C'est en tout cas la théorie de Serge Moscovici<sup>1</sup> qui a étudié le phénomène des minorités actives et incité les écologistes à se comporter de cette façon. Sa théorie peut se résumer avec cette phrase bien connue de Gandhi : « *D'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent et enfin, vous gagnez.* »

Mais pour cela, il y a des conditions. Dans sa façon d'affirmer son point de vue, la minorité active doit être

<sup>1</sup> Voir Écologie politique, « *Ensauvager la vie et la façon de faire de la politique* », *Cerises* n°244, 06/02/2015. Stéphane Lavignotte fera paraître en janvier *Moscovici ou l'écologie subversive*, éd. Le passager clandestin, collection Les précurseurs de la décroissance.

perçue comme se définissant par elle-même et non en négatif par rapport à la majorité ; disposer de modèles normatifs entraînant des modes de vivre, de penser et d'agir différents ; refuser les compromis et exprimer ses points de vue d'une manière cohérente, répétitive, sans concession, engagée mais en donnant une image d'ouverture. Enfin, elle doit être capable d'affronter le conflit avec la majorité car c'est le moteur du changement.

Voir sa position assimilée à celle des violents, quand en plus les médias racontent des fables sur "le sac-cage du mémorial aux victimes du terrorisme", ne donne pas une image d'ouverture. Mais voter l'état d'urgence pour ensuite le critiquer, ou alors le dénoncer fortement mais ne rien faire pour le remettre en question ne donne pas une grande image de cohérence et d'engagement. Seulement refuser l'état d'urgence risque de donner l'impression de se définir en négatif par rapport à la majorité ; faire vivre le droit de manifester même sous l'état d'urgence est une manière de se définir par soi-même. Le chemin est étroit...

La question n'apparaît pas alors de savoir si on est compris ou pas à un moment donné. Mais de quelle façon on exprime ses positions - quelle expression, quels actes... -,

même si on n'est pas compris aujourd'hui (c'est le signe qu'on affronte le conflit avec la majorité) pour faire évoluer, pour influencer la perception de l'auditeur dans le temps.

Dans une ambiance de "la France est attaquée", où il reste peu d'espace pour le point de vue dissident, on peut se dire qu'il n'y a pas grand chose à faire sinon semer, en attendant que ça pousse, attendre en espérant que ça se retourne et que, lorsque cela se retournera, les gens auront un peu de mémoire. On peut aussi faire jouer ce temps pour soi en s'inspirant de l'expérience des minorités actives...



● Stéphane Lavignotte



# Nous manifesterons pendant l'état d'urgence

## Un appel de 58 personnalités.

L'interdiction de manifester met en cause la liberté d'expression, d'opinion, et fait le jeu des ennemis de la démocratie et de la liberté.

Suite à la manifestation de solidarité avec les migrantEs de dimanche 22 novembre à Paris, 58 personnes ont été identifiées par la police. Il leur est reproché « la violation de l'arrêté d'interdiction de manifester ».

Moins de 48 heures plus tard, des forces de police ont été mobilisées pour amener à leur domicile des convocations et mener les auditions. Les poursuites sont lancées.

Notre meilleure arme face aux terroristes et aux désordres du monde, c'est de nous réunir, nous parler, nous rassembler et manifester nos opinions. Voilà ce que Daesh et d'autres veulent interdire. Voilà ce que nous défendons.

Nous déclarons que nous avons manifesté ou que nous manifesterons pendant l'état d'urgence.

Nous affirmons notre solidarité avec les 58 personnes poursuivies. Nous exigeons la levée immédiate de toute poursuite à leur égard ainsi que pour toutes celles et ceux qui seraient poursuivies pour le même motif. Nous refusons toute criminalisation des mouvements sociaux. Nous exigeons la levée des interdictions de manifester.

Si le gouvernement cherche, au travers des 58 convoquéEs à nous intimider, nous 58 signataires appelons à être 5 800 puis 58 000. Nous ne céderons pas sur nos libertés. C'est la

meilleure façon de rendre hommage aux victimes, de soutenir ceux et celles qui fuient la misère, Daesh et la guerre, de construire la paix.

*Jean-Claude Amara, Clémentine Autain, Sihame Assbague, Jeanne Balibar, Ludivine Bantigny, Francine Bavay, Amal Bentounsi, Olivier Besancenot, Saïd Bouamama, Rony Brauman, Serge Coronado, Annick Coupé, Léon Crémieux, Laurence de Cock, Christine Delphy, Virginie Despentes, Rokhaya Diallo, Cédric Durand, Annie Ernaux, Jean-Baptiste Eyraud, Geneviève Fraisse, Dan Franck, Yves Frémion, Bernard Friot, Jacques Gaillot, Isabelle Garo, Dominique Grange, Kaddour Hadadi (HK), Eva Joly, Nicolas Jounin, Almamy Kanouté, Razmig Keucheyan, Pierre Khalfa, Stathis Kouvelakis, Olivier Lecour Grandmaison, Gilles*

*Lemaire, Frédéric Lordon, Henri Maler, Noël Mamère, Christiane Marty, Xavier Matthieu, Saïmir Mile, Marie-José Mondzain, Gérard Mordillat, Olivier Neveux, Ugo Palheta, Willy Pelletier, Serge Pey, Christine Poupin, Michèle Riot-Sarcey, Julien Salingue, Francesca Solleville, Michelle Sibony, Omar Slaouti, Anzoumane Sissoko, Jacques Tardi, Marcel Trillat, Marina Vlady.*

Pour se joindre aux signataires, cliquer [ici](#).

**Nous refusons toute criminalisation des mouvements sociaux. Nous exigeons la levée des interdictions de manifester.**

Lire aussi l'appel "La génération de la crise ne sera pas celle de la guerre", rendu public par 12 organisations de jeunes, disponible [ici](#).

## Six trucs simples



**V**ous vous demandez comment résister à Daesh ? Vous souhaitez des mesures de sécurité, mais respectueuses des libertés publiques ? L'état d'urgence vous pèse ? *Cerises* vous donne six trucs simples.

### 1. Faites un acte discret et gratuit

Nombre d'entre vous ont donné leur sang après les attentats du vendredi 13 novembre. Mais les stocks accumulés la semaine suivante ne suffisent pas à satisfaire les besoins médicaux en période des fêtes, critique pour les dons. Sauf si votre groupe sanguin est Beaujolais villages, continuez de donner ou donnez. Pendant la collecte, allongé sur votre fauteuil, vous lirez paisiblement la tribune de Dominique de Villepin : "La guerre ne nous rend pas plus forts, elle nous rend vulnérables".

### 2. Boycottez les grands magasins

Aux centres commerciaux, privilégiez les marchés appétissants, leurs stands de fromages, de volailles, de beaux fruits et légumes... En soirée, allez chez l'épicier arabe, le traiteur libanais, le pâtissier juif. En panne d'électroménager ou en quête de livres, choisissez le commerçant de quartier ou le petit libraire. Ces actions vous éviteront fouilles et contrôles. Elles allégeront la tâche des vigiles de sécurité. Le *selfie* dominical, devant un grand magasin vide, et son envoi à Emmanuel Macron sont un plus.

### 3. Assignez-vous à résidence

Vous êtes sans domicile fixe, vous vivez dans une tente au bois de Vincennes, demandez une assignation à résidence dans l'un des 130 000 logements vides de Paris.

### 4. Manifestez

N'attendez pas que Bernard-Henri Lévy émette une protestation ébouriffée sur les atteintes aux libertés. Soyez Guy Bedos : « *La liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.* » Manifestez selon vos envies et vos humeurs du moment. COP 21, Code du Travail... les occasions ne manquent pas. Manifester pour la liberté de manifester est conseillé, mais pas un préalable. En prévision des contrôles de police, mettez un tee-shirt réversible prouvant que vous allez à un match ou à un concert. Ces manifestations publiques, elles, sont autorisées.

### 5. Appliquez l'état d'urgence à votre travail

Votre manager continue de vous faire faire des tâches inutiles pour l'Humanité. Répondez qu'en raison des tas d'urgences, vous avez d'autres priorités. Et que le pacte de société prime sur le pacte de compétitivité. Filez à votre collègue boute-feux l'interview de Marc Trevidic, ex-juge d'instruction au pôle anti-terroriste de Paris : « *Ne tombons pas dans la sur-réaction qui consisterait à interner toutes les personnes susceptibles d'être radicalisées. Nous risquerions de précipiter un mouvement de bascule...* » Au bureau, confectionnez un drapeau avec les drapeaux français, malien, tunisien et libanais.

### 6. Réduisez les temps de contrôle

Mettez un munster en haut de votre caddie à roulettes ou de votre sac à dos. L'expérience prouve que cette méthode est très efficace en tout point du territoire national en cas de contrôle inopiné.

● Philippe Stierlin



Image de la semaine



Vive la pub  
...détournée !



Des artistes du monde entier ont participé le 29 novembre à une action de détournement des "sucettes" Decaux, l'un des pollueurs de nos espaces, pour dénoncer les multinationales, entre autres les sponsors de la COP 21 qui tentent ainsi de se faire une image écolo. Plus sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique "Écologie".



● **Vive la désintoxe !**

Contribuer à l'existence de titres de presse qui apportent de l'info, des analyses, de la culture libre et émancipatrice, qui combattent les hypocrisies et les idéologies porteuses de haine et de guerre, c'est

un acte citoyen, c'est aussi prendre soin de sa santé intellectuelle et militante. *Cerises* vous invite donc aujourd'hui à aider 2 titres amis en leur faisant un don sur [regards.fr](http://regards.fr) et [politis.fr](http://politis.fr).

● **Vive le service public!** (Censuré par divers ministres.) Voir en page 1 colonne de gauche sur la loi toxique et la peau de chagrin.



● **Vive la sécurité et l'air pur !** Aller bosser ou rendre visite à des amis sans fatigue, en toute sécurité, admirer les paysages calé dans son fauteuil, vivre sans

pollution sonore et atmosphérique. C'est ce pour quoi habitants, associations, élus de la vallée de la Roya se battent : sauver le «train des merveilles», entre France et Italie, ligne historique à inscrire au patrimoine de l'Humanité. Au moment de la COP 21, alors que le routier est privilégié par rapport au rail, « *l'argent manque cruellement pour mettre en sécurité la ligne de train existante, quand sa pérennisation est menacée et quand (...) dans le même temps des sommes énormes sont dépensées pour doubler le tunnel routier transfrontalier du col de Tende dans le sud des Alpes* », écrivent les acteurs de ces luttes, dont l'équipe qui a réalisé un documentaire de 1h10. Plus sur [www.sauvons-la-roya.fr](http://www.sauvons-la-roya.fr)

\* **À bas la co...rie !** Dans le style "Crachez plus, pour faire penser moins", il est imbattable. « *quand on consulte des images de pédophilie, on est un pédophile, quand on consulte des images de djihadistes, on est un djihadiste, à moins de démontrer qu'on est un professeur qui fait des recherches* », a dit Nicolas Sarkozy lors d'un meeting à Rouen le 30 novembre. Les twitters l'ont renvoyé dans les cordes. Voir [ici](#).

**Cerises**  
publication de l'Association des communistes unitaires  
- Noyau -  
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.  
[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)  
Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)

MEDIAPART